Prolétaires de tous les pays, unissons-nous



n°142
23 mai 2022
p.a.f. 0,50 €

Lutte Ouvrière
Arbeidersstrijd

Union communiste internationaliste (trotskyste)

Tout augmente, les salaires et les pensions doivent suivre !

C'est la valse des prix. Les factures d'énergie ont explosé. En un an, le prix de l'électricité a augmenté de 49%, celui du gaz de 139%, le gasoil de chauffage de 57% et les carburants coûtent 27% de plus. Et quand on remplit son caddie, c'est pareil, les céréales, le pain, la viande, les légumes, tout augmente.

Pour beaucoup de travailleurs, ce n'est plus tenable. Et le pire est à venir. Du boulanger au restaurateur, tous nous disent qu'ils vont devoir augmenter les prix pour faire face à l'augmentation des matières premières. Et les prix de l'énergie resteront élevés tant que les spéculateurs pourront profiter des tensions sur le gaz et le pétrole créées notamment par la guerre en Ukraine.

Notre portefeuille nous rappelle, jour après jour, la gravité de la situation. Nous la mesurons aussi par les ruptures de chaînes d'approvisionnement et la désorganisation dans les entreprises. Alors, il n'est pas nécessaire d'être économiste ou spécialiste des relations internationales pour réaliser que le monde s'enfonce dans une phase de crise aiguë.

Il faut nous préparer à défendre notre pouvoir d'achat.

Ce que les politiciens appellent l'inflation n'est rien d'autre qu'un prélèvement supplémentaire sur les travailleurs au profit de la minorité capitaliste qui domine l'économie.

Car les prix n'augmentent pas tout seuls. Le patronat des grandes entreprises fixe ses prix. Il a donc le pouvoir de répercuter les hausses qu'il subit. C'est une façon d'indexer les bénéfices et les dividendes, c'est-à-dire les revenus des plus riches sur l'inflation, mais c'est refusé aux salariés.



Les patrons sont bien décidés à garantir leurs profits en faisant payer les travailleurs. Début mai, le patronat belge, par la voix de la FEB, annonçait son plan d'attaques contre le monde du travail. Baptisé « Horizon Belgique 2030 », il prévoit, entre autres : de supprimer l'indexation automatique des salaires, supprimer le statut des fonctionnaires, supprimer leur régime de retraite et faciliter leurs licenciements. Ils veulent aussi diminuer l'impôt des sociétés à 20%. Et affaiblir les syndicats en les dotant de la personnalité juridique, en diminuant la protection des syndicalistes, en leur enlevant la gestion du chômage.

Les mesures mises en place par le gouvernement pour les travailleurs sont de la poudre aux yeux.

L'indexation des salaires de la fonction publique de 2% qui devrait se produire en mai, ne rattrape même pas le chiffre officiel de l'inflation qui est de plus de 8% en avril. Et la baisse de la TVA sur l'énergie, l'extension du tarif social… ne sont que des aumônes qui allègent au mieux les factures de quelques centaines d'euros et sont finalement des financements indirects aux producteurs énergétiques. Ils masquent le vrai problème : les profits faramineux de ces entreprises.

Les mesures des gouvernements sont toujours au service de la bourgeoisie. Il en va de même des mesures fiscales. Ainsi la réforme envisagée par le ministre des Finances, censée « améliorer la fiche de paie » des travailleurs en diminuant les impôts sur les revenus, pourrait être financée, en supprimant les chèques repas, taxant les allocations familiales, augmentant la TVA à 22% et en réduisant de 1,9 milliard d'euros les dépenses publiques. Bref en prenant dans une poche ce qu'ils mettent dans l'autre. Mais pas question de s'en prendre aux profits.

Pour « améliorer notre fiche de paie », la seule solution est d'imposer des augmentations de salaire. Et cela dépend d'abord de nous-mêmes, du rapport de force collectif que nous serons capables de construire contre le grand patronat. Car c'est dans ses poches que se trouve l'argent.

Nous ne sommes pas en mesure d'empêcher la crise et d'arrêter la flambée des prix, mais nous pouvons nous battre pour ne pas en faire les frais. À l'inverse des capitalistes, nous n'avons pas de marge, nous n'avons pas de milliards en réserve, il nous faut l'intégralité de notre pouvoir d'achat !

Les syndicats appellent à une manifestation le 20 juin pour le pouvoir d'achat. Les directions syndicales mettent en avant la suppression de la loi de 96, qui, disent-elles, les empêche de négocier des augmentations de salaire. Mais loi ou pas, le patronat refuse de diminuer ses profits.

Alors il faudra retrouver le chemin des luttes d'ensemble et déterminées pour le faire payer. Une manifestation ne suffira pas à changer le rapport de force, mais nous pouvons nous saisir de l'occasion pour mobiliser autour de nous et mettre en avant nos revendications : si les prix augmentent, eh bien, que les salaires, les allocations et les pensions augmentent dans la même proportion !

Allocations familiales : un complément vital qui ne peut être diminué !

Le Conseil supérieur des Finances recommande dans sa note de taxer les allocations familiales pour récupérer 2,3 milliards pour son budget.

C'est près d'un enfant sur trois qui vit dans la pauvreté à Bruxelles et Anvers. Au quotidien, c'est les fournitures scolaires et des garderies qu'il faut payer.

Pour les vacances, il faut se lever à 6 heures du matin pour faire la file et espérer obtenir une place dans les plaines communales car les stages et les loisirs deviennent toujours plus chers et plus privés.

Et là, le gouvernement prévoit de diminuer un revenu qui permet à de nombreux parents de tout simplement nourrir ou chauffer leurs enfants. On croit voir le Sheriff de Nottingham frapper à la porte pour voler les mères et pères de famille !

Pourtant, en 2021, c'est 20 milliards de bénéfices qu'ont affichés les plus grandes entreprises, dont la moitié a été directement distribuée aux actionnaires. C'est là qu'on peut trouver non seulement les 2,3 milliards au lieu de les voler aux familles populaires, mais aussi de quoi augmenter les pensions et engager dans les services publics.

Galère étudiante

La crise du Covid a aggravé la situation des étudiants, beaucoup y ont perdu leur job et la moitié d'entre eux souffrent de dépression et d'anxiété.

Ils doivent maintenant faire face à l'augmentation des loyers des kots qui sont la cible des promoteurs immobiliers qui préfèrent construire des logements de luxe pour les étudiants fortunés. Un kot coûte aujourd'hui 415 euros en moyenne, sans compter les charges qui sont en forte hausse.

Et comme les aides sociales sont insuffisantes et trop complexes à obtenir, de plus en plus d'étudiants doivent travailler aux dépens de leurs études ou passer de longues heures dans les transports.



Option chair à canon

Dès septembre prochain, 13 écoles de la fédération Wallonie Bruxelles ouvriront une option « métiers de la Défense et de la sécurité » à partir de la quatrième secondaire technique.

En déplacement à Ath pour promouvoir cette nouvelle filière, la ministre de la Défense, Dedonder, a déclaré *« c'est clair qu'ici les élèves qui auront suivi cette option auront un réel atout*" pour être pris dans son plan de recrutement de 10 000 militaires d'ici 4 ans.

Il est à espérer que les révoltes de la jeunesse balaieront cette société qui n'a rien d'autre à leur proposer que d'aller mourir sur les champs de bataille.

Pour le refinancement de l'enseignement !



Le gouvernement de la Fédération Wallonie Bruxelles a remis un protocole d'accord sectoriel de l'enseignement aux syndicats devant courir jusqu'à 2024.

Sous prétexte que les caisses sont vides le gouvernement propose quelques mesures « coûtantes » et surtout des mesures « non coûtantes ».

D'un côté, quelques miettes comme une augmentation de la prime de fin d'année équivalant à 30 euros par an ! Et aussi un peu d'aide

Abonnement : 15 € pour 20 numéros ou plus avec soutien
Vous pouvez vous abonner à ***Lutte Ouvrière*** par virement IBAN : BE16 0004 2035 6974 BIC : BPOT BEB1
avec la mention : abonnement LOB et vos coordonnées postales
ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 54, rue de la Clef, 7000 Mons.
Éditeur responsable : M. Woodbury, même adresse

administrative pour les directeurs du fondamental.

De l'autre, la mise sur pied de 8 nouveaux groupes de travail. Dont un pour discuter… de la taille des classes !

Une insulte pour les milliers de travailleurs de l'enseignement et pour les jeunes.

Si les caisses sont vides, il faut les remplir. Les gouvernements trouvent bien l'argent pour l'armée et pour les cadeaux fiscaux aux grands patrons.

Le black-out d'Engie sur la sécurité…



A force d'imposer depuis des décennies des programmes d'austérité et de laisser des firmes privées comme Engie gérer les centrales nucléaires, plusieurs problèmes liés à la sécurité de ces centrales vieillissantes sont discutés ces dernières semaines par le gouvernement fédéral.

Face à un risque de black-out, il désire prolonger l'utilisation des réacteurs nucléaires Doel 4 (près d'Anvers) et Thianges 3 (près de Huy) jusqu'en 2034 alors qu'ils ont été construits en 1985 pour fonctionner jusqu'en 2025.

Pour moderniser ces centrales nucléaires à temps afin qu'elles fonctionnent dix ans de plus, l'agence fédérale de contrôle et de sécurité du nucléaire a annoncé qu'elle tolèrerait « une certaine flexibilité dans les délais de mise en œuvre » de certaines « exigences de sûreté »…

Voilà qui n'est guère rassurant !

… et sur la facture du nucléaire

De nombreux journaux s'interrogent sur les dizaines de milliards qu'Engie doit provisionner pour le démantèlement et le nettoyage des centrales nucléaires lors de leur fermeture.

Qui va payer ? La ministre fédérale de l'énergie affirme qu'elle a fait une loi bétonnée pour qu'Engie règle la note. Mais l'histoire montre que les grandes firmes capitalistes disposent toujours des meilleurs juristes pour exploiter toutes les failles de la loi, et aussi du rapport de forces, pour faire payer l'addition à la population.

Dans le passé, Engie avait déjà conclu un accord secret avec le gouvernement Verhofstadt, avait nommé l'ancien premier ministre Dehaene au conseil d'administration de sa filiale belge et avait placé des milliards d'actifs au Luxembourg… Autant dire qu'en terme de transparence, c'est un spécialiste du black-out.

Alors pour vraiment assurer la sécurité, la transparence et réduire la facture des usagers, il n'existe pas d'autre solution que d'exproprier Engie et toutes les autres firmes du secteur pour réaliser la production d'énergie sous le contrôle de la population.

Rappels en chaîne de produits par l'AFSCA

Depuis l'épisode des Kinder surprise infectés à la salmonelle, l'AFSCA a fait retirer plusieurs produits des rayons des supermarchés belges ces dernières semaines : fromages, cumin moulu, nouilles instantanées, haricots secs, etc.

Si certains produits ont été retirés pour des problèmes techniques, d'autres le sont pour des risques d'infections bactériennes. Il faut dire que la course au profit pousse certains patrons à être peu regardants sur la qualité de ce qu'ils vendent.

L'AFSCA manque de moyens pour contrôler la qualité de toute la production des entreprises. Une manière plus efficace serait que les travailleurs le fassent eux-mêmes. Ils sont les premiers à ne pas vouloir tomber malades de ce qu'ils produisent.

Mais pour cela, il faudrait que le secret commercial et industriel soit levé pour ne pas risquer d'être viré lorsqu'on révèle une anomalie !

Triste record



La Fédération belge des Banques alimentaires a enregistré un nombre record de bénéficiaires en 2021, avec une moyenne de plus de 177 000 par mois.

Selon le directeur de la Fédération, Jef Mottar, ces chiffres sont sans précédent et continuent d'augmenter, avec près de 2 000 personnes de plus chaque mois depuis début 2022.

Pendant ce temps-là, d'autres se goinfrent de profits.

Monnaie virtuelle, exploitation réelle



Le 20 mai, la valeur des monnaies virtuelles (bitcoin, ether…) s'est effondrée de plus de 15% faisant s'évaporer environ 200 milliards de dollars en quelques heures : près de la moitié du PIB belge.

Ces monnaies créées artificiellement n'ont pas d'autre existence que des algorithmes dans des serveurs informatiques.

Alors on pourrait se dire : bien fait pour les spéculateurs ! Mais les milliards d'argent réel que les spéculateurs ont investi dans ce mirage en

espérant s'enrichir davantage, proviennent de l'exploitation des travailleurs dans les usines du monde, seuls créateurs de richesses.

Et c'est par cette seule voie de l'intensification de l'exploitation que la classe capitaliste peut récupérer l'argent qu'elle perd dans les krachs boursiers.

La révolte ouvrière mondiale que la classe capitaliste est en train de semer, sera la seule chose qu'elle n'aura pas volée !

Un calendrier d'actions syndicales sans perspectives



Différentes journées d'actions syndicales se succèdent depuis début 2022.

Après les syndicats de l'enseignement, ce sont les centrales du secteur privé qui ont organisé des actions de blocage et des manifestations à La Louvière et à Liège le 13 mai. D'autres actions sont prévues le 20 juin à Bruxelles, pour appuyer les responsables syndicaux qui seront entendus par le parlement le 26, pour plaider la modification de la loi de 1996 qui fixe la limite maximale de l'augmentation des salaires. Le 31 mai, ce sont les syndicats du service public fédéral qui entament une journée de grève nationale, et les centrales syndicales du niveau régional sont appelées à les soutenir.

Toutes ces journées d'actions pourraient constituer des points d'appuis pour réussir une mobilisation large des travailleurs autour de la préoccupation principale de la perte du pouvoir d'achat des salaires, pensions et allocations.

Malheureusement, elles ont plutôt l'effet inverse. Les travailleurs ne sont consultés ni sur les actions, ni sur les revendications.

Même les délégués syndicaux ne sont pas consultés : ils reçoivent des consignes d'en haut, de bureaucrates syndicaux qui ne veulent surtout pas déclencher de mouvement qui échapperait à leur contrôle.

Le résultat, ce sont des mobilisations qui ne rassemblent que des délégués et des militants syndicaux, ce qui a un effet décourageant.

De nombreux travailleurs comprennent que la situation est grave, et que les actions syndicales habituelles, « les balades syndicales » ou même des blocages n'auront aucun effet sur les patrons et les gouvernements.

La guerre en Ukraine, alimentée par nos propres gouvernements qui fournissent les armes, les effets collatéraux des sanctions économiques contre la Russie, la spéculation sur l'énergie et les denrées alimentaires, tout concourt à aggraver l'inflation.

Par contre les revenus des travailleurs sont très loin de suivre les prix, à cause d'une indexation truquée.

Une explosion sociale est inévitable. Elle posera le problème de la coordination et du rassemblement de toutes les catégories du monde du travail, avec ou sans emploi, du public ou du privé, actifs ou pensionnés.

Ce problème ne pourra pas être résolu par les directions syndicales avec leurs méthodes d'organisation antidémocratique, et leurs liens avec les gouvernements.

Ce sont donc les travailleurs eux-mêmes qui devront y apporter des solutions, comme la constitution de comités de grève, démocratiquement élus et révocables par les travailleurs en grève.

31 mai dans les services publics flamands

En Flandre aussi, une journée d'action et/ou de grève est annoncée dans les services publics. Une participation parfois en front commun, parfois seulement de l'ACOD (CGSP).

L'ACOD-enseignement évoque le « malaise général » du secteur.

Après les rentrées de septembre et janvier marquées par le nombre de postes vacants toujours en hausse, l'administration peut maintenant calculer le nombre de cours perdus par les élèves, dont certains n'ont tout simplement pas eu de mathématiques ni de français pendant toute l'année scolaire !

A la VRT, c'est un piquet de grève que les syndicats veulent organiser pour dénoncer le pouvoir d'achat trop bas, mais aussi pour protester contre le « Plan de Transformation » : 116 licenciements secs, une cinquantaine de départs non-remplacés et la privatisation de « Thuis », la série à succès de la chaîne.

A la SNCB, le manque de personnel est tel que les trains de la ligne Puurs-Mechelen-Sint-Niklaas ont carrément été annulés le week-end du 14 et 15 mai !

La démolition programmée des services publics est catastrophique non seulement pour les conditions de travail et de salaires des travailleurs des différents secteurs, mais aussi parce qu'elle amène la privatisation généralisée que l'on a vu s'intensifier ces dernières décennies.

De Lijn : l'écologie au service du marché privé



Chez De Lijn, le pouvoir d'achat est comme partout un problème et les syndicats ont déjà organisé une journée de grève le 13 mai pour

protester contre les salaires trop bas. 40% des bus étaient restés au dépôt dans toute la Flandre.

Les salaires insuffisants sont aussi causés par la mise en sous-traitance, laquelle est en constante augmentation sous prétexte de la « lutte pour le climat » : le gouvernement a en effet limité les kilomètres que peuvent parcourir les véhicules à carburant fossiles et imposé un minimum de trajets à opérer avec des véhicules électriques.

Ceci n'est rien d'autre qu'un formidable tour de passe-passe pour offrir le marché au privé : De Lijn ne recevant pas les financements suffisants pour se « verdir » dans les délais accordés, ce sont les entreprises privées qui reçoivent le marché…

Propos d'illusionnistes

Lundi 16 mai, le Parti Socialiste a présenté ses mesures pour « soutenir le pouvoir d'achat ».

Parmi celles-ci, le PS propose de « modifier la loi de 1996 » pour « rendre la marge de négociation sur les salaires indicative », c'est-à-dire pouvoir la dépasser.

En effet, le PS est coincé entre ses discours où il se vante de défendre les travailleurs et la politique propatronale qu'il mène au gouvernement, alors que les travailleurs sont écrasés entre des prix qui explosent et des salaires qui ne suivent pas.

Aussi le PS promet (assez régulièrement) qu'il va changer la loi de 1996 pour permettre de négocier des hausses de salaire. Mais ce n'est pas la loi qui bloque les salaires, ce sont les patrons qui ne veulent pas les augmenter, car diminuer le revenu des travailleurs permet d'augmenter les dividendes.

Ce n'est pas en suivant les illusions vendues par le Parti Socialiste que les travailleurs verront leur situation s'améliorer.

Ce n'est que par leurs luttes qu'ils pourront arracher des augmentations de salaire et de meilleures conditions de travail.

Débrayages chez Toyota



Suite à plusieurs grèves pour les salaires chez des sous-traitants de l'usine, les débrayages ont commencé désormais dans l'usine Toyota de Valencienne. Les salaires gelés qui ne suivent pas les prix, l'annonce de l'augmentation de la production, de samedis travaillés et de 24,8 milliards de profits, ont eu raison de la patience des travailleurs qui n'ont pas attendu les syndicats pour discuter entre eux et commencer à s'organiser.

La direction a fait une première concession : 500 euros de prime, y compris pour les intérimaires, mais les ouvrières et ouvriers ont répondu : d'accord pour les 500 euros mais ce que l'on veut c'est une augmentation mensuelle des salaires ! Et il y a eu de nouveaux débrayages.

La direction a alors lâché 35 euros par mois ! Ce qui a été pris par les travailleurs pour ce que c'est : une insulte. Les débrayages se sont encore poursuivis vendredi 20, d'autres sont prévus cette semaine.

A suivre sur la page Facebook de la CGT Toyota Onnaing.

Renault quitte la Russie



Le groupe Renault a annoncé qu'il quittait la Russie tout en s'entendant avec l'État russe, qui va garder au chaud les actions de sa filiale locale et d'AvtoVaz, qui fabrique les Lada.

Ce retrait, avec option de retour, est une adaptation à un environnement guerrier incertain. Avec le prolongement de la guerre et des sanctions, les difficultés d'approvisionnement et l'appauvrissement de la population russe, le marché russe se réduit comme peau de chagrin.

Les travailleurs, en Russie comme ailleurs, en subiront les conséquences. Les actionnaires, eux, sauvent les meubles.

Nos morts sont leur business

L'industrie de l'armement belge veut profiter plus des retombées des contrats d'armement de l'armée belge, à hauteur de 11 milliards d'euros d'ici 2030. Car, se plaint-elle, seuls 1,3 milliards d'euros du marché passé avec Lockheed Martin pour les F-35 (entre 3 et 4,5 milliards) auraient profité aux entreprises belges.



« *On croit mourir pour la patrie, on meurt pour les industriels* », disait très justement l'écrivain français Anatole France en 1922, en résumant l'expérience de toute une génération pendant la première guerre mondiale.

Les conséquences de la guerre impérialiste

La sale guerre qui se prolonge en Ukraine depuis près de 3 mois, faisant des milliers de morts, n'est pas près de se terminer.

Elle laissera derrière elle une zone dévastée, ravagée par les bombardements, divisée par les nationalismes, et rendue instable par les groupes armés qui ne pourront manquer de s'y développer.

Tout comme en Irak, en Afghanistan où en Libye, les armes livrées en masse par les pays de l'OTAN finiront par alimenter toutes les formes de trafic et de groupes armés.

La propagande militaire nationaliste et les actes de barbarie commis par les deux camps ne peuvent manquer de transformer des soldats en tueurs, incapables de retrouver une vie normale, et prêts à rejoindre les groupes armés les plus violents, tout comme les soldats tchétchènes ou syriens qui ont rejoint massivement l'État Islamique.

Les guerres impérialistes qui ne peuvent manquer de se développer partout dans le monde, et auxquelles les gouvernements se préparent en s'engageant dans une course à l'armement, auront les mêmes conséquences.

Seule la révolte des soldats et des ouvriers, fraternisant avec les soldats d'en face et tournant leurs armes contre leurs propres généraux, pourra arrêter cette escalade sanguinaire.

Des sanctions contre les peuples

Les sanctions européennes qui visent à boycotter le pétrole russe retombent en réalité sur les peuples du monde entier. Car les trusts russes finissent toujours par trouver des acheteurs prêts à contourner ces sanctions, comme actuellement les pétroliers grecs qui acheminent le pétrole russe vers l'Inde, la Chine, et la Corée du Sud.

Et si la Grèce boycottait à son tour le pétrole russe, ce serait simplement les pétroliers asiatiques qui s'en chargeraient, maintenant toujours le même niveau d'exportation, et des profits pour les compagnies russes.

Le coût du transport augmentant, les patrons le répercuteront sur les prix et donc le feront payer aux travailleurs chinois ou indiens qui n'ont de toute façon pas d'autre choix que d'acheter le pétrole qu'on leur propose, quelle qu'en soit la provenance.

La Finlande et la Suède embarquées dans la guerre impérialiste



Si les réticences de la population avaient jusqu'ici maintenu les gouvernements suédois et finlandais dans une neutralité vis-à-vis de l'OTAN, la guerre en Ukraine a changé la donne.

L'invasion russe leur a offert sur un plateau un prétexte pour rejoindre une organisation qui, sous prétexte de défendre ses membres, les embarquent dans des guerres de domination.

"L'intensification" de la coopération militaire entre l'Allemagne et ces pays annonce déjà la couleur. Il s'agit surtout d'utiliser la proximité géographique des pays scandinaves pour continuer l'encerclement de la Russie et la menacer à ses frontières. Exactement le genre de comportement qui, loin de protéger l'Ukraine, a poussé le gouvernement de Poutine à l'envahir.

L'impérialisme de l'OTAN, loin de protéger les peuples, cherche surtout à les utiliser comme chair à canon pour défendre les intérêts des capitalistes occidentaux.

Régularisation de tous les sans-papiers !

Le parlement a refusé une pétition qui lui était adressée par des collectifs de soutiens aux travailleurs sans-papiers. Celle-ci réclamait l'ouverture d'un débat au parlement pour modifier la loi sur l'asile.

L'illégalité dans laquelle sont placés les travailleurs sans-papiers résulte de décisions politiques prises par les gouvernements et les parlementaires qui les ont soutenus. Alors il n'y a rien à attendre de ces politiciens. Ils sont au service du patronat et celui-ci profite triplement du maintien dans l'illégalité de milliers de travailleurs sans-papiers en Belgique.

D'abord, ces travailleurs n'ont pas d'autre choix que d'accepter des salaires de misère. L'année passée des centaines de sans-papiers avaient fait la grève de la faim, dénonçant des journées de 13 à 14h payées 2 à 5€ de l'heure.

Ensuite, en organisant la concurrence à l'embauche, les patrons utilisent la précarité des travailleurs sans-papiers pour faire pression sur les conditions de travail de tous les travailleurs. Comme en témoigne un peintre en bâtiment « sur certains chantiers, c'est impossible d'être déclaré. Les patrons refusent de donner des contrats ».

Et finalement, après avoir eux-mêmes organisé la précarité des uns, pour faire pression sur les autres, le patronat se sert des idées d'extrême droite comme d'une arme pour diviser les travailleurs.



Alors, régulariser ceux qui n'ont pas de papier, c'est non seulement humain, mais c'est l'intérêt de tous les travailleurs.

Cette mesure ne pourra être imposée que par les luttes du monde du travail. La défendre, c'est refuser de se laisser diviser par le patronat et l'extrême droite, c'est se battre pour que tous les travailleurs s'unissent autour de leurs intérêts communs !

Frontex, une armée contre les pauvres



Les dirigeants européens n'ont que les droits humains à la bouche et à les entendre l'Europe défendrait les peuples du monde entier contre les dictateurs. La réalité est tout autre.

Depuis 2013 plus de 15 000 personnes ont perdu la vie en Méditerranée en tentant de rejoindre l'Europe. On a assisté à l'interception, au refoulement et au transfert forcé de près de 50 000 personnes contraintes à l'exil par des guerres, les violences répressives et la misère, dans les camps d'internement de Libye.

Tortures, viols, racket, travail forcé et trafic d'êtres humains y sont quotidiens. C'est le résultat de la sous-traitance par l'UE aux milices libyennes du refoulement des migrants qui tentent la traversée.

Derrière cela, il y a l'agence européenne Frontex : 1 500 gardes-frontières déployés aux frontières de l'Europe, qui seront 10 000 d'ici 2027.

Il y a bien une armée européenne et elle est dirigée… contre les travailleurs qui fuient les guerres et la misère.

Démission du patron de Frontex : l'hypocrisie continue

D'après une enquête récente, Frontex aurait volontairement « maquillé » des renvois illégaux de migrants vers la Turquie, à partir de la Grèce, les privant ainsi de leur droit à demander l'asile.

Ainsi, les « droits humains » ne s'appliquent pas pour les travailleurs qui cherchent à échapper à la misère et la guerre : visiblement, ce qui compte vraiment, ce sont les droits des riches.

Suite à ce nouveau scandale, Fabrice Leggeri, directeur de Frontex, a dû démissionner.

Un fusible saute, mais c'est toute cette société qu'il faudrait faire sauter.

Le capitalisme affame les peuples



Les grands groupes de l'agrobusiness se frottent les mains : les prix des céréales, et en particulier du blé, s'envolent depuis quelques semaines.

Si en Ukraine (grande exportatrice de blé) c'est la guerre qui déstructure les réseaux d'approvisionnement et menace les semis, en Inde (deuxième producteur mondial) le gouvernement a décidé d'empêcher les exportations à cause de la canicule qui va réduire la production.



Une aubaine pour tous les spéculateurs, qui en profitent pour augmenter leurs bénéfices : le prix à la tonne du blé est ainsi passé de 260 euros à plus de 430 euros entre février et mai.

Conséquence, selon Oxfam, 23 millions d'humains sont actuellement en situation de « faim extrême » en Somalie, en Éthiopie et au Kenya. L'année dernière, ils étaient 10 millions. Dans le reste du monde, le prix de la nourriture explose. Il avait déjà augmenté de 30% entre 2020 et 2021.

Une guerre ou une famine, c'est une occasion comme une autre d'augmenter les dividendes, et il en sera ainsi jusqu'au moment où les travailleurs décideront de faire tourner l'économie pour eux, plutôt que pour les actionnaires.

Buffalo-USA : le racisme tue et divise les travailleurs

Le 14 mai, une énième fusillade a eu lieu aux Etats-Unis au cours de laquelle un déséquilibré raciste a tué dix personnes, essentiellement noires, dans la ville de Buffalo.

Cette haine raciste rétrograde est un lourd héritage du système esclavagiste. Elle a été entretenue depuis le 19ème siècle par des organisations terroristes comme le Ku-Klux-Klan, soutenue par les grands propriétaires, anciens esclavagistes, pour mieux diviser les travailleurs blancs et noirs afin de pouvoir continuer à contrôler les terres.

Ce poison raciste continue aujourd'hui de diviser une partie des travailleurs, ce qui permet plus facilement à la grande bourgeoisie américaine de les exploiter et d'accumuler des milliards sur leurs dos, qu'ils soient noirs, blancs, hispaniques ou asiatiques.

Pour défendre leurs salaires et leurs conditions de vie, les travailleurs, aux Etats-Unis comme ailleurs, n'ont pas d'autre choix que de s'unir pour lutter ensemble contre les patrons et les riches, sans se laisser piéger par un racisme qui profite toujours aux exploiteurs, jamais aux exploités, quelle que soit leur couleur de peau.



Ce n'est pas Biden qui a le pouvoir, ce sont les marchands de mort

Comme à chaque nouvelle fusillade, on assiste à la même sinistre comédie. Le président américain du moment dit qu'il regrette cette tragédie et qu'il renforcera les peines pénales (comme si cela pouvait avoir le moindre effet sur un déséquilibré) et les médias parlent de l'éventuelle nécessité de mieux contrôler la vente d'armes.

En fait, de nombreux sondages ont montré que plus des deux tiers des Américains sont en faveur de limiter les ventes d'armes. Alors si une telle majorité du peuple américain ainsi que le président sont en faveur de cette limitation, pourquoi n'a-t-elle pas lieu ? Parce que dans une société capitaliste, ce ne sont ni les politiciens, ni la population qui disposent du vrai pouvoir, ce sont les grandes firmes capitalistes.

Le lobby en faveur des armes, la National Rifle Association, contrôlé par les puissants producteurs d'armes, finance les campagnes électorales de nombreux élus du Congrès américain. Ces derniers bloquent toute tentative de limiter et contrôler plus strictement les ventes d'armes, un marché de 10 milliards de dollars par an.

Le vrai moyen d'arrêter ces massacres, c'est d'exproprier ces marchands d'engins de mort et d'arrêter de les produire pour produire des choses plus utiles à la société.

Dans le pays le plus riche du monde...

Aux Etats-Unis, des millions de familles sont obligées de faire des heures en voiture en espérant pouvoir se procurer du lait maternisé pour bébé. Un produit qui est consommé davantage dans les familles populaires où les femmes sont obligées de travailler rapidement après l'accouchement. Les enfants devant consommer des laits spéciaux sont les plus concernés.



Depuis février, l'usine Abbott au Michigan est fermée suite au constat de 483 irrégularités et de contaminations à l'usine, qui avaient provoqué le décès de 2 nourrissons.

Mais Abbott a le quasi-monopole sur ce marché et personne au gouvernement n'avait pensé à réapprovisionner les stocks, préoccupés qu'ils étaient à armer l'Ukraine et à distribuer des marchés d'armement... Résultat : les étagères sont vides.

Les enfants des familles populaires ne sont clairement pas la priorité, ni des sociétés capitalistes, ni de leurs gouvernements.

Inflation galopante en Argentine



La valse des étiquettes rend la vie impossible aux Argentins qui sont déjà nombreux à ne pas pouvoir joindre les deux bouts. L'inflation qui est officiellement à 16% a poussé des milliers d'Argentins dans la rue pour réclamer que le gouvernement fasse quelque chose, beaucoup se rappelant encore de l'hyperinflation de 1989, où les prix augmentaient chaque jour, voire plusieurs fois par jour.

Mais le gouvernement, tout comme en 1989, est totalement impuissant à contrôler la hausse des prix qui dépend entièrement du bon vouloir des conseils d'administration des banques et grosses entreprises. Seuls les travailleurs en lutte peuvent compenser l'inflation par des hausses de salaire, contrôler les comptes des entreprises, voir où vont les profits, et finalement les exproprier pour les mettre au service de la population.

Chine : virus, exploitation... et colère ouvrière



Le 4 mai, à Shanghai, des centaines de jeunes travailleurs de l'usine Quanta, le fournisseur principal d'Apple et Tesla, se sont échappés en sautant par-dessus les barrières, en forçant les barrages et en s'en prenant aux forces de sécurité.

Pour faire redémarrer la production malgré le confinement, Quanta avait eu l'idée de « la production en circuit fermé » et avait donc purement et simplement enfermé les 2 000 travailleurs qui avaient repris le travail depuis le 18 avril.

Du déjà-vu

Les cas de la variole des singes qui sont apparus dans plusieurs pays d'Europe, ne semblent pas être le début d'une nouvelle pandémie mortelle. Mais ils rappellent l'irresponsabilité capitaliste. Car plus de deux ans après le début du covid, les hôpitaux ne sont pas en meilleur état, au contraire. Et les avions de chasse F-35 sont impuissants contre les virus...

Suivez-nous sur Facebook :

Lutte Ouvrière Belgique

E-Mail: contact@lutte-ouvriere.be

Tel : 0470-18.82.39

Internet : www.lutte-ouvriere.be

Partagez nos publications !